

# le libertaire

## hebdomadaire

*Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquale à chaque époque.*

### ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an.....	6 fr.
Six mois.....	3 fr.
Trois mois.....	1 fr. 50

### ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction  
à SILVAIRE

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration  
à Pierre MARTIN

### ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr.
Six mois.....	4 fr.
Trois mois.....	2 fr.

## Ni pour Marianne, ni pour Victor

La manifestation contre les lois scélérates a prouvé, mieux que des paroles, de beaux discours ou des articles de journaux, que le peuple ne se désintéresse pas de ses militants.

En voulant gouverner, le fameux gouvernement d'hier a été trop loin, a dépassé le but qu'il voulait atteindre, il a commis une gaffe monumentale, irréparable. Nous qui ne sommes point des républicains impénitents, qui n'ambitionnons pas de gouverner un jour, d'être des dictateurs et à qui, à l'encontre de certains soi-disant révolutionnaires, le rôle d'un César répugne, nous ne pouvons que nous réjouir de l'inconscience de nos dirigeants. En renouvelant le coup de Dupuy, en voulant appliquer à des travailleurs les lois de 93-94, les républicains ont tué leur république.

Les suivreurs, foule moutonnière, des sans-patrie pour qui la France est la meilleure des patries, pleureront sans doute sur le décès de Marianne III. Les travailleurs qui, eux, connaissent, mieux que par où dire, toutes les bontés dont la République les a abreuvés depuis 40 ans, la verront partir sans regret ; et quand, au jour prochain, les radicaux verront le pouvoir leur échapper, leurs sinécures s'évanouir, toutes leurs ambitions, leurs espoirs de lucre, d'arrivisme, d'autoritarisme crever comme des bulles de savon, alors ils pourront faire appel au prolétariat, faire risette à cette classe productrice qu'ils bafouent, emprisonnent et fusillent sans pitié. La classe ouvrière, se rappelant alors tout ce qu'elle a souffert, se refusera à défendre la République, leur république du Panama, du Tonkin, du Dahomey, de Madagascar, de Fourmies, Draveil, etc., etc... République de requins, d'emprisonnés, de policiers et de mourchards, que sais-je encore !

Libertés acquises ? Vaste blague ! Lois sociales ? Fumisterie ! Retraites ouvrières ? Mensonges !

Ah ! alors toute la radicaille à laquelle se seront alliés les républicains impénitents, les socialistes ambitieux, couvant de leurs yeux convoiteux les portefeuilles ministériels, tous les autoritaires insurrectionnels briguant le pouvoir, tous les éléments formant le futur parti révolutionnaire, qui rêvent d'un nouveau blanquisme, tous ces éléments hétérogènes pourront évoquer le spectre de Banco-Napoléon. Nous nous en moquerons.

Nous, anarchistes, défendre la République des lois scélérates et des scélérats qui les appliquent, de Biribi, des conseils de guerre, des expéditions coloniales, défendre l'emploi de la force armée dans les grèves, les lois appliquées avec la plus grande férocité contre les militants, obscurs ou renommés, défendre la République du frère flic qui assomme des femmes enceintes, des jeunes nes filles de 15 ans, des enfants et des vieillards. Nous, qui combattons l'autofréte, défendre l'autorité. Non, mais alors pour qui nous prendrait-on ?

Que vienne le fameux coup d'Etat prédict, peu nous importe. Mais qu'on le sache bien, ce jour-là, nous ne serons pas

seulement contre Marianne la prostituée, mais aussi contre le prétendant au pouvoir.

Si nous voyons avec joie la république des Caillaux, de l'innombrable secte de bandits qui, depuis 40 ans, se vautre crapuleusement dans l'orgie aux dépens du peuple toujours berné, si nous voyons, dis-je, avec joie Marianne III, la putain, saoule des caresses de la finance jetée à la voirie avec tout son cortège de privilégiés, de profiteurs, ce ne sera pas pour la remplacer par un marlou.

Nous sommes pour la liberté, mort au principe d'autorité !

Ni pour Marianne, qui a trahi tous les généreux espoirs, MAIS PAS DAVANTAGE POUR VICTOR OU GAMBELLE.

Serrons les rangs, camarades, pour le triomphe du communisme anarchiste

José Landès.

COMITÉ DELANNOY  
11, rue de l'Orient  
Paris, (XVIII<sup>e</sup>)

TOMBOLA

2<sup>e</sup> liste.

Le Comité a reçu, fin décembre, les œuvres et lots de MM. Abramovitz, Henri André, Miles Elisabeth Brany, Ch. Baillet, Bagnolet, René Berger, Francis Boulange, S. de Callias Carle, Carlo, Clémire Frères, Cooper, Jane Després, Dehéran, Dethomas, Henri Detouche, Edouard Deverin, Julian, Rob Duhame, MM. Fabre, Abel Faivre, Forain, Florane, Ricardo Flores, Galanis, Gillet, Grandjouan, Grass-Mick, Georges Grellet, Jean Grave Gravelle, Gris, Jules Guérin, Jean Guiet, Heidbrink, Heinrich, Hermann Paul, Haegy, Marthe Jacob, Leon Kern, Léandre Lépinesse Lemordant, Jean Lively, Lichard, Lortae, Mahut, Louis Maillet, M. Marquet, Moriss Louis Morin, Nollat, Paul I Galop, A de Paris, Poulin, Poulot, Pozzi, Puchmayer, Raquier, Raudaud, C. Reymond, Lucien Robert, Emile Roustan, Renoux Champion, Salaun, Sandoz, Lucien Starck, Steinlen, Strix, Jehan Testewuide, Abel Tru chef, Tishall, Valvérana, Jacques Villon, Kowald, Wagner, Willlette.

Nous rappelons que les lots et les demandes de billets doivent être adressées d'urgence, à notre trésorier, M. Poulot, 11, rue de l'Orient, Paris 18<sup>e</sup>.

G. Raquier.

Secrétaire.

## FRÈRE FLIC !...

De tous les larbins que la société capitaliste paye pour pourvoir à la défense des ignobles institutions dont elle est composée, de tous ses valets, un des plus vils et des plus méprisables et sans contredit : le flic.

Et je dis tous les genres de flics, depuis la vache stupide et brutale en passant par l'innommable Bourrique des meurs pour arriver à notre moderne génisse réformiste, ou le bon gardien de la paix louangé, presque, par le général.

Qui donc les force à exercer ce métier. Personne ; ils l'ont accepté librement.

Prolos d'hier, physiquement bien bâti, ils pourraient employer leur force à accomplir tout autre travail, mais, par contre, ils préfèrent au labouer pénible du chantier ou de l'usine, la promenade monotone et insipide, les verres des bistrots et l'argent des pauvres parias de l'amour.

Généralement lâches quand ils sont seuls, ils deviennent subitement féroces dès qu'ils sont rassemblés et surtout quand ils ont affaire à des femmes ou à des manifestants déarmés.

Si l'on peut à la rigueur trouver des excuses pour le soldat que la loi bourgeoise oblige à accomplir son service, il ne peut en être de même pour le flic. D'aucuns m'objecteront qu'il est lui aussi conséquence et victime du régime actuel, au même titre que la prostitution et son souteneur, l'appaché, etc. Non, ceux-ci ont souvent l'excuse d'accomplir leurs actes parce que contraints

par la faim, ils sont des victimes, le flic est un bourreau.

Un anarchiste ne peut avoir de sympathie pour aucun de ces individus et quand l'entends prononcer les mots de « Frère flic », je dis que ces paroles ne peuvent sortir que de la bouche d'un intrigant ou d'un politicien qui aura besoin d'argoussins pour soutenir le système autoritaire qu'il rêve d'établir sur les ruines de la société actuelle.

Ennemi de l'autorité sous toutes ses formes, « anarchiste », ma réprobation va non seulement au flic mais à tous ses défenseurs, fassent-ils soi-disant socialistes ou révolutionnaires.

Pierre Mualdès.

## CARNET D'UN REVOLTE

Saltimbancques.

Premier tableau

Une grande baraque se dresse en face du pont de la Concorde. Sur l'estrade, plusieurs individus s'agencent. Au bas des marches, la foule stationne. Un gros homme, Armand Rouppion, se promène sur le treteau, plusieurs gants à la main.

Armand. — Allons, messieurs, à qui le gant ? On forme un Cabinet !

Quelqu'un. — Moi, j'accepte.

Armand. — C'est vous, Poincaré ?

Poincaré. — Oui, c'est moi ; passez-moi les gants. (Plus haut.) Allons, qui veut un gant ?

Un homme. — Moi j'accepte.

Poincaré. — C'est vous, Briand ?

Briand. — Oui, c'est moi ; formons le Cabinet.

Briand et Poincaré, ensemble. — Les nommés Millerand, Delcassé, Steeg, etc., sont priés de s'amener ici.

Tous, avec empressement. — Nous voilà !

Toute la bande quitte l'estrade et pénètre dans la baraque.

\*\*

Deuxième tableau

Dans l'intérieur de la baraque. Poincaré. — Vous faites partie du Cabinet ; que décidons-nous ?

A. Briand. — Il faut un gouvernement fort !

Le Bourgeois. — Un gouvernement à poigne ; il faudrait retourner un peu sur l'estrade pour expliquer comment nous allons nous faire du peuple !

Poincaré et Briand se dirigent vers la sortie.

\*\*

Troisième tableau

La baraque et la foule.

Poincaré à la foule. — Nous voulons un peuple libre dans une France grande.

La foule. — Bravo !

Briand. — Nous voulons faire votre honneur !

La foule. — Bravo ! Bravo !

Une voix. — Tas de farceurs ! Salauds !

La foule. — Houhou ! Sortez !

Briand. — C'est un agent provocateur !

La foule. — Houhou !

L'Anarchiste. — Peuple, réveille-toi, on te berne !

La foule. — A l'eau ! Houhou, l'anarchiste !

L'Anarchiste. — Peuple, tu es lâche !

La foule veut se précipiter sur l'anarchiste ; mais, soudain, une formidable explosion se produit. La baraque saute. Les saltimbancques sont tous tués. Dans la foule, tout le monde est mort et blessé.

L'Anarchiste, disparaissant. — Peuple, tu l'as voulu !

Hélas ! C'était un rêve !!!

\*\*

Un Oiseau rare.

C'est un oiseau qui ne vit pas en France, mais en Turquie. Le nommé Dchami Bey, député de son métier, a parcouru, il y a quelques mois, toute sa circonscription, dans le but d'étudier le système d'impositions. Il représente au Parlement turc la Tripolitaine du Sud, et eut donc à parcourir un patelin de 400 à 500 kilomètres à cheval ou à dos de chameau, par une chaîne de 40 à 50°, n'ayant à boire qu'une eau douce.

Il est certain qu'en France, beaucoup de députés préfèrent rester simples citoyens que de faire de ce turbin-là, ou bien pour en dégoûter un, il faudrait au moins 50.000 balles de bénéfice.

Ernest Duté.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libertaire », c'est de lui faire des abonnements.

## Sauvons Rousset !

### Fédération Révolutionnaire, Communiste

Jeunesse du 13<sup>e</sup>, Paris

### Au secours de Rousset !

Vendredi 19 janvier, à 8 heures et demie, salle de l'Alcazar d'Italie, 190, avenue de Choisy, meeting de protestation pour Rousset.

Orateurs inscrits :

Taugourdeau (Comité de défense sociale) ;

G. Yvelot, (C. G. T.) ;

Jacquemin, (F. R. C.) ;

P. Martin (du Libertaire) ;

E. Aubin (des L. B. M.) ;

René de Marmande (des Temps Nouveaux) ;

E. Péronnet (Bataille Syndicaliste) ;

Dalmais et Albert, S. C. du 13<sup>e</sup>.

Entrée 0 fr. 25 pour les frais.

### Comité de Défense Sociale

Section de Marseille

Dimanche 21 janvier, à 6 heures du soir, assemblée générale au siège 63, allée des Capucines. Le Comité a fait éditer des photo-cartes Rousset, il prévoit les groupes et syndicats qu'ils peuvent en faire la commande au camarade Girard, trésorier au Siège du Comité ou à la Bourse du Travail, salle 5. Prix, 3 fr. 50 le cent, y compris le port.

### Section d'Algier

Dimanche 21 janvier, à 8 h. 30 du matin, salle Barthe, rue d'Isly, grand meeting en faveur de Rousset victime des conseils de guerre.

M<sup>r</sup> Montés, avocat, exposera la cause de son client et démontrera son innocence.

Tous les hommes de cœur viendront affirmer leur sympathie pour l'innocent et leur haine pour Biribi et les tribunaux militaires.

### COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE

Section de Lyon

## De DREYFUS à ROUSSET

Il y a quelques années la

## PROPOS D'UN PAYSAN

# Plus-value et expropriation

privéz des objets que vous saccagez, détruissez. A vos yeux, vous êtes des destructrices, mais non des malhonnêtes femmes.

Eh bien, si ce n'était votre ignorance, vous seriez des criminelles. Nul n'a le droit de détruire les objets indispensables à la vie, et tout être a le droit de s'approprier ce qui est nécessaire à son existence, par tous les moyens, si on y met empêchement.

Il valait mieux, certainement, se saisir de toutes les subsistances ; dire franchement ce qu'on pouvait les payer au producteur, — car il faut bien qu'il y trouve son affaire, qu'il vive aussi, lui, le paysan, — en verser la somme à la Bourse du Travail de l'endroit, et, s'il y avait réclamation, passer autre.

Dans tous ces événements à caractère insurectionnel franchement populaire — car on y voit peu de politiciens s'y mêler — ce qui frappe à première vue, c'est la déviation ces haines du peuple insurgé. On était arrivé à lui faire croire que tout le mal venait du producteur, petit paysan, propriétaire, métayer ou fermier. On les poussait, indiscrètement contre la chambrière du petit propriétaire pauvre ou du tenancier pressuré, au lieu de le lancer contre le château du grand seigneur ou la riche ville du banquier préteur de capitaux aux spéculateurs sur les denrées pour leur permettre l'accaparement des produits et et l'affamement des populations citadines.

C'est pour avoir exposé les idées qui précèdent, idées essentiellement humaines, que Pierre Martin est poursuivi comme ayant excité au pillage, au vol, quand il n'eût plus exact de dire qu'il n'a tout simplement qu'exposé une manière de voir et préconisé des mesures de salut public, que, tôt ou tard, il faudra employer pour rétablir l'ordre économique et fixer les bases d'une justice sociale.

Nos deux collaborateurs iront très simplement devant le jury de la Seine. Ils ne feront pas de bluff, pas de battage. Ils défendront leur cause avec peut-être plus d'énergie que de talent. Ils affirmeront leurs convictions d'anarchistes communistes révolutionnaires.

Aux fatigues de la marche en avant, à ceux dont les convictions se sont évanouies, aux révisionnistes de tactique et aux pharisiens de l'idée libertaire, nos deux collaborateurs montreront, par leur attitude, qu'il reste encore des anarchistes. Ils établiront que la cause qu'ils servent est aussi juste aujourd'hui qu'elle l'était il y a trente-cinq ans, au début de l'agitation anarchiste en France. Que, malgré les persécutions les plus féroces et les procédés de corruption les plus honteux, cette cause a suivi son cours d'évolution et sa loi de développement. Ils montreront que si les méthodes de propagande et les tactiques d'agitation se sont modifiées, le principe est resté le même; c'est toujours l'éternelle lutte de la liberté contre l'autorité.

Ils mettront en garde contre les attractions décevantes d'une dictature insurrectionnelle. Ils montreront les dangers d'une telle conception révolutionnaire qui ne peut servir que les intérêts d'aventuriers de la politique et compromettre tout le succès d'un mouvement populaire. Gouvernement d'aujourd'hui et dictature demain seront enveloppés du même mélange et combattus par la même haine de la part de Jacquemin et de Pierre Martin.

Aussi pouvons-nous espérer un grand succès pour les accusés...

La Rédaction.

### APPEL DE LA FÉDÉRATION OUVRIÈRE ANTIALCOOLIQUE

Siège social : Bourse du Travail, Paris  
Camarades,

Au moment où le problème de la lutte pour la vie devient de plus en plus ardu, où le prolétariat, pour réaliser l'idéal social auquel il aspire, ne doit gaspiller aucune des forces dont il dispose, quelques travailleurs, émus de la déperdition d'énergies qu'entraîne l'alcoolisme, se sont groupés pour entamer la lutte contre le fléau.

Lorsque, dans toutes les classes de la société, des hommes de bonne foi, des savants, cherchent à résoudre le problème de la régénération humaine et du bonheur universel, le prolétariat peut-il rester inactif, lui le plus touché par le terrible mal, en raison de ses mauvaises conditions d'existence ? De tous côtés, la déchéance physique s'accentue, et cela au moment où la classe ouvrière prend de plus en plus conscience de ses droits et du grand rôle qui lui revient.

Quel effort demander à des cerveaux dont toute la force vive a été annullée, on pourrait dire, dès le berceau !

Certes ce problème, l'un des plus graves qui se posent devant nous, est déjà l'objet des préoccupations de bien des camarades, mais ils sont disséminés pour la plupart, et si leur action s'exerce sur ceux qui les entourent directement, elle ne rayonne pas assez loin. Notre but est d'unir toutes les bonnes volontés ; dans chaque quartier des grandes villes, dans chaque commune, nous voulions voir bientôt se former une section de notre fédération, et notre rôle, ici à Paris, serait de coordonner tous les efforts, de mettre en rapport les uns avec les autres les différents groupements, de procurer, au besoin, des renseignements aux organisations qui en auraient besoin ; enfin, d'entreprendre, dans la région parisienne, une propagande méthodique afin de déclarer à l'alcoolisme une guerre sans merci.

Aidez-nous, camarades, dites si vous voulez joindre vos efforts aux nôtres dans la grande œuvre que nous entreprenons.

Fraternellement.  
Le trésorier, Louis Buis. Le secrétaire, Selliher.

Je constate, père Barbassou, que la plume est toujours alerte et abondante. Mes félicitations... Toutefois, pourquoi laquer ainsi nos camarades de G. S., pourquoi se manger le nez ? Nos ennemis éternels ne suffisent-ils pas pour cette besogne ?

Admettons qu'il y ait eu des gaffes commises. Qui n'en commet pas ? Que celui qui est sans péché leur jette la première pierre.

Je parle de gaffes et je dis que quelqu'un peut en commettre. Ainsi toi, je crois que tu as parlé bien à la légende de la République chinoise et, surtout, chiné mal à propos le coup de la plus value.

Rien, en somme, ne me paraît plus socialiste que la plus-value attribuée aux terres, aux fabriques et à tout ce qui s'en suit. Semptierne boudeur et mécontent à perpète, t'es beau régimenter, il faudra tout de même que tu conviennes de la chose.

Parle encore, ami Dubrac, je t'écoute et vais probablement te répondre. Car c'était Dubrac, le commis voyageur hervéiste, qui m'attrapait de la sorte il y a une huitaine de jours, lors d'une de ces visites clairsemées qu'il rend à la bicoque paternelle.

Voilà le gars parti à pérorer sur la plus-value : il me récite d'abord du Lassalle :

« Le capital, a dit le célèbre socialiste allemand, ne se forme pas par la privation volontaire de quelques-uns, il est la conséquence des liens sociaux. »

« Je suppose le cas — c'est toujours Lassalle qui parle — où à la fondation du chemin de fer de Cologne-Minden, j'ai souscrit pour 100.000 thalers d'actions au pair. Sans me soucier davantage de ce chemin, j'ai touché pendant longtemps, pendant des années, d'abord 5, puis 8, puis 10, 12 et 13 p. 100 de cette mise de capital, un dividende vraiment énorme, et je l'ai dépensé jusqu'au dernier liard. Je vendais maintenant ces actions de Cologne-Minden, qui valent, selon le cours, 175 thalers, et je gagne un nouveau capital de 75 thalers, sans avoir jamais ni accumulé ni épargné un denier de mon revenu.

« Ce nouveau capital, conclut Lassalle, comment s'est-il formé ? Par les liens sociaux. »

J'arrête là la citation du fameux socialiste, et, comme elle pourraît être suspecte, je vais t'en faire une autre qui, pour moi, doit faire autorité. Elle vient d'un communiste anarchiste de renom :

« Quand la loi, dit Pierre Kropotkine, établit les droits de M. Un Tel sur une maison, elle établit son droit, non pas sur une cabane qu'il aurait bâtie lui-même, ni sur une maison qu'il aurait élevée avec le secours de quelques amis. La loi, au contraire, établit des droits sur une maison qui n'est pas le produit de son travail, d'abord parce qu'il l'a fait bâti par d'autres, auxquels il n'a pas payé toute la valeur de leur travail et ensuite parce que cette maison représente une valeur qu'il n'a pu produire à lui seul. La loi établit ses droits sur une portion de ce qui appartient à tout le monde et à personne justement prévu.

« Eh bien ! l'histoire ne nous dit-elle pas surabondamment qu'entre ces éléments si différents, le divorce surgit facilement dès les premiers jours de la Révolution. Les hommes de dictature, de gouvernement proclament de suite que les temps héroïques sont clos ; que le temps des affaires, des bonnes affaires commence : c'est le commerçantisme en France dès 1793, c'est l'affairisme en Italie quand les efforts de la Jeune Italie ont réalisé l'unité de la Péninsule ; c'est l'opportunisme en France, après le triomphe définitif des révolutionnaires. En Chine, ces marchands si habiles aux négociés de toute sorte — qui rendraient, dit-on, des points aux juifs — vont transformer l'industrie manufacturière chinoise en industrie capitaliste. Il y aura alors un Capitalisme national rivalisant le Capitalisme cosmopolite. Ce sera le règne des grandes affaires dans ces nouveaux Etats-Unis et ceux qui en seront encore à l'idéalisme du début et parleront de la Terre aux Paysans seront traités à coups de fusil par des soldats organisés à l'europeenne.

La question agraire, ai-je dit, est la question sociale des peuples que n'a pas étérent encore l'industrialisme. En 1793, elle se posait en France et pouvait se résoudre par le communisme. Faute d'avoir laissé échapper l'occasion, la question est plus compliquée aujourd'hui qu'alors. Il en sera de même en Chine si les paysans chinois se contentent de l'étiquette républicaine et du grand souffle d'idéalisme du manifeste de Sun-Yat-Sen. Ils seront dans quelques années les dindons de la farce.

Les paysans mexicains semblent le comprendre à merveille, en ne se contentant pas de la substitution d'un président à un autre. Le président serait-il l'enfant chéri des socialistes yankees Debs et Berger, en même temps, du reste, que le grand protégé du milliardaire Rockfeller.

Ils n'ont pas du tout l'air de lâcher la proie pour l'ombre et la terre pour de vagues promesses de lois agraires, renouvelées de Cafus et de Tibérius Gracchus. Sachant que l'on n'a que les droits que l'on prend, ils prennent la terre et répondent aux promesses des gouvernements en pied et des gouvernements en exectuante par la seule solution rationnelle et pratique du problème agraire : l'Expropriation et le Communisme.

Le Père Barbassou.

### LE « PIOUPIOU »

Le *Pioupiou* de l'Yonne, on le sait, va comparaitre pour la sixième fois devant la Cour d'assises, en février prochain.

Les militants de l'Yonne profitent de la circonstance pour lancer le numéro 16 du vaillant. Voici l'appel qu'ils adressent à ce sujet :

Camarades,

Le *Pioupiou* de l'Yonne va faire prochainement, une fois de plus, son apparition.

Malgré les cinq acquittements dont il a bénéficié, et qu'il porte comme de glorieux états de services, malgré surtout la formidable taloche assenée par le jury paysan de l'Yonne sur la face visqueuse de S. E. Aristide Briand, lors des poursuites intentées au numéro 14, le gouvernement de la

République (sic) se refuse encore à croire notre vaillant canard invulnérable : il nous traîne, pour la sixième fois, sur le banc d'inflame.

Notre gérant et un de nos collaborateurs comparaîtront en février prochain devant la Cour d'assises, pour injures envers l'armée et excitations à la désobéissance et au meurtre.

Pour montrer à nos gouvernements à quel point nous nous moquons de leurs poursuites, nous avons décidé, comme à l'habitude, de faire paraître notre numéro 16, consacré au conseil de révision, à la veille même des assises.

Nous faisons donc appel à tous les militants socialistes, syndicalistes, libertaires qui ont été dans le passé nos amis et fidèles soutiens, pour les inviter à demander à l'Administrateur du *Pioupiou*, 52, rue Thénard, Sens, nos listes de souscription, qu'ils feront circuler dans leur entourage, et dont ils nous adresseront au plus tôt le montant.

A l'heure où le nationalisme et l'imperialisme semblent renaitre de leurs cendres, il est du devoir de tous les militants de répandre à profusion le *Pioupiou*, et surtout d'en pourvoir chaque conscrit.

A bas le Militarisme ! Vive le *Pioupiou* numéro 16 !

La Commission de rédaction et d'organisation.

Adresser tout ce qui concerne la rédaction et l'administration, ainsi que les demandes de listes de souscription et les fonds, à l'Administrateur du *Pioupiou*, 52, rue Thénard, à Sens (Yonne). Nous prions les camarades qui nous retournent leurs listes et qui ont droit à autant de numéros qu'il y a de fois 10 centimes souscrits, de nous fixer, quand le chiffre leur paraît trop élevé, le nombre de numéros qu'ils désiraient recevoir.

Rappelons que le *Pioupiou* est envoyé gratuitement à tous les conscrits de l'Yonne.

### Malice Policière

Voilà M. Guichard promu aux grasses fonctions de chef de la sûreté.

Cet homme escalade les différents échelons de la hiérarchie policière avec une rapidité qui tient vraiment du prodige.

Pour arriver à se faire remarquer dans ce monde spécial d'agents des meurs, de mouches et d'indicateurs, cela dénote chez Guichard une noblesse de sentiments caractéristique.

Aussi le zèle et le cynisme de ses agents ne connaissent plus de bornes.

Un petit fait, entre mille, vouliez-vous éclaircir votre religion.

Lundi dernier, vers dix heures et demie du matin, comme un de nos camarades franchissait le seuil de son domicile, il se voit accosté par un individu louche, qui lui demande à brûle-pourpoint :

— Eh bien ? A-t-on arrêté Carouy ?

Vous jugez de la stupidité de notre camarade.

Il se mit à répondre vertement au policier, mais, visqueux comme un reptile, celui-ci s'attacha à ses pas et s'obstina à vouloir connaître l'opinion de notre camarade sur l'attentat de la rue Ordener.

Notre camarade, impatienté, dit enfin au drôle :

« Vous voulez connaître mon opinion sur l'attentat de la rue Ordener ? Elle n'intéresse que moi. Vous voulez me faire avouer que je connais le refuge de Carouy ? Quand cela serait, je ne vous en dirais rien. C'est chose qui regarde les policiers. Je vous soupçonnerai d'appartenir à la Grande Baïle du qual. Mais vous êtes trop bête, en vérité, pour tirer de moi quelque chose.

« Et un dernier mot :

« Je ne peux que me réjouir de voir mis à défaut la fameuse perspicacité de notre Police.

« Alors donc ! Il ne faut pas vous connaître pour vouloir faire de vous des Sherlock Holmes.

« S'il n'y avait pas les lettres anonymes et les indicateurs, tout le monde verrait bientôt la bêtise monstrueuse de vos pareils. »

Sur ce, le policier joua à l'indignation, protesta de son honabilité et voulut tendre la main à notre camarade. Mais celui-ci se refusa à la prendre et conclut ainsi :

« Ou vous êtes policier ou vous ne l'êtes pas. Si vous êtes policier, inutile de me suivre plus longtemps et de me tendre la main. Je ne donne pas la main à un mouchard.

« Si vous n'êtes pas policier, vous êtes toujours pour moi un inconnu et je n'ai aucune raison de donner la main au premier venu que je rencontrerai. Du reste, une poignée de main ne rime à rien. »

Le policier se le tint pour dit ; la tête basse il reprit son chemin et laissa notre ami tranquille.

Non ! vraiment ! Si la sûreté recrute beaucoup de ces mollusques pour la défense du capital, rien d'étonnant à ce que les audacieux un tant soit peu intelligents courrent toujours.

Heureusement, d'ailleurs.

### UNE PLANCHE ANATOMIQUE

LA COUPE DU BASSIN DE LA FEMME d'après un dessin de G. Hardy, superbe lithographie, en vente au « Libétaire ». Prix : 0 fr. 15 ; par la poste, 0 fr. 20.

## Lettres à Jean Grave

(Première lettre)

Mon cher camarade,

En attendant le jour, prochain sans doute, où le Comité de lecture des *Temps Nouveaux* aura statué sur la question de ma rentrée à ce journal, je prends la liberté de vous faire remarquer que la citation de Claude Bernard extraite de son *Introduction à la Médecine Expérimentale*, citation parue en tête du Supplément des *T. N.* du 13 janvier, renferme plusieurs erreurs de points de vue contre lesquels je mets en garde les lecteurs de *T. N.* que je puis atteindre.

Il est certain que la littérature de Claude Bernard est supérieure, à tous points de vue, à celle de Brunetière et de ses admirateurs ; mais il est également certain que le monde a changé depuis l'époque de ce grand esprit. Si alors, la philosophie scientifique nageait encore en plein empirisme, si elle était émaillée d'un nombre respectable d'hypothèses toutes gratuites, elle a évolué depuis lors et tous les camarades qui ont lu attentivement et sans parti pris notre série récente sur la *Constitution de l'Univers* ont pu se rendre compte quels résultats l'esprit humain, aidé par l'expérience sensible, a pu atteindre à l'aurore du présent siècle. Contre tout à ce que vous pensez, les idées que vous continuez à combattre sont bel et bien des idées *a posteriori*. Elles sont le couronnement logique de tout un siècle de recherches expérimentales et d'observation concrète. Les idées *a priori*, ce sont les vôtres, mon cher camarade, qui n'avez pas pris le temps ni la peine de lire et d'étudier sérieusement notre série d'articles.

La grosse erreur de Claude Bernard, celle qui m'oblige à protester contre l'insertion de cette citation mal choisie, c'est cette affirmation *a priori* que la réalité objective des choses nous restera à jamais cachée. Qu'en sait-il ? Si le monde est pour nous sans réalité, alors les souffrances humaines sont-elles aussi, sans réalité ; la propagande anarchiste elle-même est sans réalité. Pourquoi alors tant de recherches de détail, si ces recherches ne peuvent servir à mieux connaître cette réalité objective des choses ?

Certes, j'admets parfaitement, avec Claude Bernard, les trois grandes phases que l'esprit humain a traversées pour atteindre aux vérités rationnelles : d'abord, une phase de sentiment ou de vague intuition, celle de l'homme primitif, celle qui transparaît dans nombre de religions antiques ; alors

## Petits Pavés

### LOGIQUE

Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint.  
*(Le Mariage de Figaro).*

Après quelques jours d'angoisse indescriptible, après des transes mortelles, la France renait. Comment des millions de Français ont-ils pu respirer, vaquer à leurs affaires, boire, manger, dormir et peut-être même, oh horreur ! procréer alors qu'ils n'avaient plus de ministres pour les gouverner ? O le terrible spectacle shakespeareen que celui qui s'est offert à notre vue en ces heures sombres et tristes. O ces yeux interrogateurs du passant qui semblaient vous dire : « Le ministère est-il reconstruit ? » Il faudrait la plume d'un Victor Hugo ou d'un William Shakespeare pour décrire le spectacle lamentable qui s'offrait à nos regards désolés. Nous n'avions plus de ministre au moment où la belle époque Allemagne nous quittait. Enfin, samedi, Paris apprit, à la sortie des théâtres, par les éditions spéciales des journaux du soir, qu'à neuf heures du soir (l'heure du crime) est changée, ce n'est plus ministre, Messieurs les dramaturges, un nouveau maître était donné au pays. Et ce fut un immense soupir de soulagement qui s'échappa de milliers de poitrines. On allait donc pouvoir reprendre la vie ordinaire, le cauchemar allait enfin se dissiper; chacun allait boire, manger, dormir, travailler comme autrefois, gestes que l'on avait pu accomplir sans mètres pendant quelques jours que par suite de la propulsion acquise.

Dès dimanche matin, je me rendis chez mon vieux ami Armand Fallières — dans l'intimité je l'appelle Armand tout court afin de le questionner sur les nouveaux détenteurs de portefeuilles. Mon vieux ami d'enfance, avec lequel j'ai usé une quantité considérable de fonds de culottes, sur les banches de la primaire et qui à cette époque était chef d'Etat — ce brave Armand m'invita à déjeuner et une fois à table me tutoya sur ses nouveaux emplois ; à Je ne te parlerai pas, mon petit, de certains ministres, tu les connais, ce sont des nouveaux, des doublures qui n'entendent rien aux affaires qui leur sont confiées, c'est d'autant pourquoi ils ont été choisis. Car, remarque bien la logique de la politique, à un ingénieur on confiera des questions agricoles, un avocat s'occupera d'hygiène et un médecin sera affecté aux travaux publics, avec ce système épastourillant, et les Chambres qui s'en mêlent, personne n'y voit goutte et nous paraîsons indispensables.

C'est admirable ! fis-je d'un ton très convaincu.

Quelques-uns méritent seulement notre attention, continua Armand, ainsi Millerand, voilà un type qui fut sous-lieutenant de réserve en 1882, il ne pouvait donc être fait un choix plus judicieux pour le portefeuille de la Guerre. Car, nom d'une pipe ! à la Guerre il nous faut un militaire, un guerrier, un bonnet à poil aurait dit Coupée, tu comprends, mon petit ?

Oui, bouffi.

Cette fois aucun reproche à craindre des patriotes, nous leur donnons complète satisfaction. A la Marine, Décaissé sera épater, il a le pied marin, il est un peu dans le genre du type des Cloches de Corneville, je sais bien qu'il n'a pas fait sept fois le tour du monde, mais il a été souvent en bateau-mouche de Paris à Saint-Cloud, trente minutes de voyage, mon vieux, ça forme un homme, et puis les bateaux le connaissent et lui connaît l'art de les monter.

— Je le savais grand homme d'Etat mon vieux poteau, mais cette fois ton génie me confond ; mais, dis-moi, pourquoi Briand à la Justice ?

— Mais tu seras donc toujours aussi bou-

ché ? queula mon ancien condisciple, nom de Dieu ! Je ne le croyais pas aussi ignorant des rouages de la politique ; il a eu affaire à elle autrefois, souviens-toi de Saint-Nazaire (et Armand fredonna : Ous qu'est Saint-Nazaire), alors Briand était tout désigné. Ah ! mon petit, les Flachos de France et de Navarre n'ont qu'à bien se tenir, car tu sais, ajouta Armand avec un sourire un peu.. cochon, il n'y a rien de plus vertueux et de plus à cheval sur la morale qu'une partie qui a pris sa retraite et qui, sur ses vieux jours, est devenue une femme honnable.

José Landès.

## IGNORANCE et ALCOOL

« L'ignorance est la cause de toutes les misères humaines ».

Cette phrase est banale, à force d'avoir été répétée partout et par tous. Cependant, elle ne perd rien pour cela de sa valeur.

Certes, si l'homme actuel était plus instruit, il connaissait mieux ses droits, ses devoirs, s'il entrevoit plus nettement la partie normale des actes qu'il accomplit la plupart des maux dont il souffre ne l'accableraient pas.

Les socialistes et anarchistes l'ont compris dans le domaine de la spéculaction économique. Depuis cinquante ans déjà, le mot d'ordre est lancé. Eduquer le peuple, lui faire savoir la source exacte de ses maux, lui indiquer les remèdes à y appliquer pour lui permettre de combattre sa misère. Telle est la noble tâche que se sont donnée les éducateurs du peuple. Cependant, la lutte s'est tenue presque exclusivement sur le terrain économique.

La misère qui frappait plus directement le producteur, l'exploitation dont il souffrait plus brutalement était celle venant du patronat.

De là cette bataille acharnée que nous voyons journalièrement à notre époque.

D'autres ont compris que les maux dont le peuple souffrait ne dérivaient pas seulement de l'esclavage capitaliste.

Les familles trop nombreuses, la mauvaise éducation de l'enfant, l'alcoolisme ont apporté de bonne heure l'attention des camarades des éduqués. Des groupements se sont fondés pour répandre dans la classe ouvrière les doctrines lui permettant de s'affirmer dans la mesure du possible de ces divers maux.

Il a fallu quelques efforts pour pouvoir faire comprendre aux dirigeants d'organisations ouvrières, tout le profit qu'ils devaient tirer de ces à-côtés de leur action émancipatrice. Beaucoup ne saisissaient pas exactement le but des promoteurs et les accusaient d'apporter ainsi des palliatifs d'ordre bourgeois aux combats dirigés contre le patronat. Encore aujourd'hui, des camarades conscients et bien intentionnés, ne comprenaient pas la portée pratique de ces éducations particulières. Ces anciens arguments n'ont plus de valeur.

Le mouvement syndicaliste est maintenant assez puissant pour ne plus craindre de dévier. Mais il se doit à lui-même de réunir, en son sein, tous les éléments capables d'éveiller plus de dignité dans l'esprit des masses prolétariennes.

Partant de ce point, il me serait heureux de voir se dessiner un courant plus net, plus vigoureux contre l'un des fléaux les plus meurtriers et les plus dégradants qui aient jamais décimé une race. Je veux parler de l'alcoolisme.

Pour beaucoup, le fait de boire exclusivement du vin, même en quantité immoderée, ne produit pas l'alcoolisme. Vous rencontrerez

Il faut vivre à l'atelier, au milieu des camarades de chantier, pour savoir combien l'alcool, sous toutes ses formes, exerce de ravages en nos rangs.

Que de déchâtements de misères physiques et morales de drames poignants, domestiques ou sociaux, dont il est la source !

Zola, dans son admirable roman *L'Assommoir*, décrit la dissolution d'une famille ouvrière par l'alcool. Beaucoup de personnes vous diront que ce drame est exagéré. Eh bien, non ! nous devons avoir le courage de la vérité, l'écrivain n'a pas noirci le tableau ; il n'est que trop exact. Jetez les yeux autour de vous et voyez s'il n'existe pas, malheureusement, trop d'exemples de ce genre.

L'alcool décime les races humaines actuelles plus sûrement encore que la peste et le choléra ne les détruisent au moyen d'agressions.

Non seulement il empoisonne l'individu, mais il vicie la descendance. L'alcoolique porte le fardeau de son vice et les générations qui lui succèdent ont en elles le germe de leur dégénérescence. Les tares alcooliques des parents se transmettent par héritage, aux enfants, aux petits-enfants et même aux arrière-petits-enfants s'il en naît encore.

Je ne suis pas médecin, mais mon existence dans un quartier essentiellement ouvrier m'a permis d'observer des faits navrants d'alcoolisme chronique. Des familles fortes, nombreuses, qui auraient dû appartenir à la race des éléments sains et vigoureux se sont éteintes devant moi, d'une façon vilaine.

Pour vous donner un exemple frappant de ces faits, je vous prierai de juger le tableau ci-dessous qui est, malheureusement, trop exact :

*Père et mère.* — Famille de commerçants ayant cheval et voiture. Le commerce prospère. Ses nécessités soi-disant, obligent le père à boire. Par esprit d'imitation, sa compagne en fait autant. Lui a vécu plus de soixante ans. Elle est morte à près de quarante-vingts ans. C'est dire que c'était là des gens vigoureux, exempts de tares :

*Fille.* — Grande. Forte. L'alcoolisme des parents n'a pas encore débilité l'organisme. Cependant elle boit. Mariée, elle quitte son mari, fait plusieurs séjours à l'hôpital pour « tuberculose ».

*Fils.* — Mort à 30 ans de « tuberculose ».

*Fils.* — Mort vers 30 ans. Alcoolique. A part plusieurs séjours dans un asile d'aliénés.

*Fille.* — Vif actuellement. « Epileptique, alcoolique ». Absolument incapable de se livrer à aucun travail.

*Petite-fille.* — Très peu forte. Sans aucune expression, sinon celle de la souffrance d'un être las de la vie avant d'avoir vécu.

*Petite-fille.* — Frêle, anémique. A 18 ans aujourd'hui. Quoique ayant appris un métier lui permettant de gagner sa vie honorablement, se livre depuis l'âge de quinze ans à la plus basse « prostitution ».

Ce tableau familial n'est pas un exemple isolé ; l'un pourra citer d'autres aussi tristes et aussi frappants que celui-ci.

Comme je l'écrivais au commencement de cet article, l'ignorance entre pour une grande part dans l'alcoolisme. Combien d'alcooliques invétérés sont foncièrement persuadés n'être pas des ivrognes.

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, une foule de préjugés viennent fausser la raison.

Pour beaucoup, le fait de boire exclusivement du vin, même en quantité immoderée, ne produit pas l'alcoolisme. Vous rencontrerez

listes, parmi la rude population ouvrière, surtout chez les travailleurs des manufactures de chaussures, de la filature de chanvre Bessonieu, et les pêcheurs ou ardoisières, à Angers et à Trélazé. Malgré ces quatre condamnations, le résultat fut tout autre que celui espéré par le jury ; quelque temps après, une bombe était placée sur le rebord d'une fenêtre d'un commissariat situé place Cupid (actuellement place de la République), l'engin ne fit que des dégâts matériels ; en effet, par extraordinaire, l'heure de relevée avait été changée cette nuit-là, sans quoi il est fort probable que le nombre des accidents eût été plus grand encore qu'au commissariat de la rue des Bons-Enfants. A Dijon, Gabriel Monod, Gaillard et Quesnel, un dernier agent provocateur et indicateur, — (les mouchards ne sont pas d'hier, comme on le voit), furent poursuivis : Gabriel Monod fut condamné à cinq ans de travaux forcés et à la rélegation ; Gaillard deux ans de prison ; Quesnel, malgré ses antécédents policiers avérés, écopa trois ans de prison. A Laon, la cour d'assises condamna à cinq ans de réclusion un pauvre d'esprit nommé Lardeaux et son complice (?) Dantier à huit ans de travaux forcés. Nous verrons par la suite comment la loi du 28 juillet 1894 fut appliquée.

Partout on découvrit des engins meurtriers, la plupart n'étaient, du reste, que l'œuvre de joyeux fumistes. La police perquisitionna et arrêta sans relâche et au petit bonheur, parmi les compagnons arrêtés se trouvaient Sébastien Faure et Félix Fénéon, ce dernier employé au ministère de la Guerre et rédacteur à la *Revue Indépendante*. Enfin, le gouvernement français, poursuivant toujours sa besogne sanguinaire, demanda et obtint du gouvernement anglais l'extradition de Meunier, accusé de l'explosion du restaurant Véry et de l'attentat de la caserne Lobau ; il comparut le 26 juillet 1894 devant le jury, qui le condamna, sans preuves, aux travaux forcés à perpétuité ; les jurés mitigèrent leur

des êtres titubant qui vous soutiendront n'être pas alcooliques sous le prétexte qu'ils n'ont bu que du vin et que le vin ne fait pas de mal.

C'est un préjugé engrainé encore chez trop de nos camarades et qu'il serait urgent de combattre d'une façon effective.

Il se rattaché à un autre, tenace aussi celui-là, et qu'en rencontre un peu dans toutes les classes de la société. Le financier qui traite une affaire au café Mazarin, le comerçant qui emmène son client de province dîner chez Marguerie, l'ouvrier rencontrant une cotière et s'installant chez le bistro du coin, obéissent au même mobile. Pour la grande majorité de nos contemporains, aucune affaire sérieuse, aucun débat intéressant ne peut avoir lieu sans être précédé de beuveries plus ou moins répétées.

Refuser de trinquer avec un copain est une injure grave ! et cependant souvent l'estomac, sollicité par l'offre de l'ami, n'a que faire du liquide à lui imposé.

Nous devons nous défaire de ces préjugés aussi stupides que nuisibles. Les ligues abstinences ont comme devise non seulement « Ne pas boire », mais aussi et surtout « Ne pas offrir à boire ». Cette devise devrait être celle de tout homme conscient. On ne provoquerait pas ainsi le besoin de boire, qui n'attend, chez beaucoup, qu'une occasion pour se manifester.

Bien d'autres préjugés ont encore cours à ce sujet :

Le vin, aliment indispensable à l'homme, argument national par excellence si l'on songe que notre pays a peu près seul au monde boit du vin.

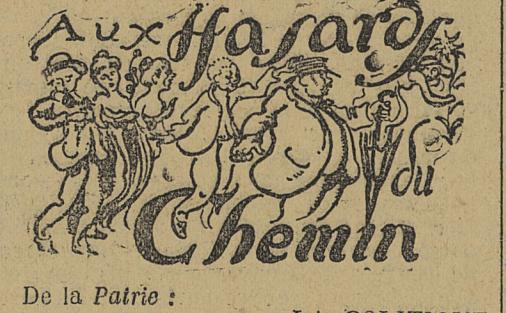
Le préjugé apéritif qui, par son action mécanique, entraîne plutôt une disposition contraire.

J'en passe, et des meilleurs. Mais pour le moment, nous devons nous armer fermement pour mener à bien ce combat contre un des fléaux les plus terribles de l'humanité.

Des races belles, fortes, disparaissent rongées, brûlées par la boisson. Les prisons, les bagnes, les trottoirs, les hôpitaux sont embrûlés par les déchets de l'alcool.

C'est à nous, hommes conscients, de réagir, de faire comprendre à nos frères ignorants le mal qu'ils se font, à eux et à leurs enfants. Tant pis pour les intérêts individuels ; l'intérêt de la race doit primer toute considération.

Louis POLGAR.



Aux Hasard du Chemin de la Patrie :

LA POLITIQUE

La Révolution avait tout de même du bon !

Quand les ministres descendaient du pouvoir, c'était généralement pour monter à l'échafaud.

Comme sur leur coupail le cou, ils ne revenaient plus.

De nos jours, ce n'est pas la même chose. Les ministres s'en vont chassés avec plus ou moins d'indignation par les Chambres, et, au bout de quelque

verdict affirmatif de circonstances atténuantes, c'était le comble du grotesque, un semblable verdict montrait le peu de valeur de l'accusation.

Le 24 juin 1894, le président de la République, un nommé Carnot, étant allé officiellement à Lyon visiter l'exposition universelle, assista à un banquet donné en son honneur, puis après le dîner fut placé dans un landau en compagnie des généraux Voisin et Borius, Gaillot, maire de Lyon, pour se rendre au Grand-Théâtre, quand vers 9 heures et demie, au moment où la voiture présidentielle passait rue de la République, devant le palais du Commerce, un jeune homme se précipita sur le marchepied et frappa d'un coup de poing le sieur Sadi Carnot qui, transporté immédiatement à la préfecture, mourut dans la nuit, malgré les soins de cinq médecins appelés en toute hâte. (Accident du travail).

L'auteur de cet acte était un jeune Italien de 22 ans, nommé Caserio (Giovanni-Santi), né à Motta-Visconti, près de Milan, arrêté sur le fait, il ne voulut pas se sauver, cela lui eût été facile ; il comparut aux assises le 2 août.

Entre le geste de Caserio et sa condamnation, le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, Charles Dupuy, surnommé le perte-malheur des présidents, déposa, au nom du gouvernement, sur le bureau de la Chambre, un nouveau projet de loi contre les menées anarchistes ; ces derniers n'allèrent plus être traduits devant les assises, mais jugés correctionnellement. Les débats de la Chambre furent orageux, les socialistes, qui étaient alors de l'opposition (que les temps sont changés !) et quelques radicaux combattaient vigoureusement le projet présenté par Dupuy ; il y eut de nombreuses propositions d'amendement, la discussion dura trois semaines (7-26 juillet).

La Chambre et le Sénat adoptèrent le projet du gouvernement.

La loi du 28 juillet fera l'objet du prochain

temps, les Chambres les trouveront de nouveau aptes à gouverner. Des fautes commises, il n'est plus question. Le Parlementarisme oublie d'autant plus facilement les injures que c'est le pays qui les a subies !

Si M. Caillaux avait été guillotiné après avoir été renversé pour la première fois, il n'aurait pas été trois fois ministre... Emile MASSARD.

Nous ne verrions aucun inconvenienc... — au contraire, — à ce que tous les anciens ministres passeraient sous le couperet cher à M. Castillard, mais nous serions plus heureux encore d'y voir passer tous les aspirants ministres. Prévenir vaut mieux que guérir.

## UN SPECTACLE ÉCŒURANT

Toutes les fois qu'un être humain ne s'appartient pas lui-même ; — qu'il est en puissance de ce que l'on appelle maître, chef ou patron ; — la conscience de son infériorité éclate dans toute sa personne et lui enlève toute sa valeur.

L'étrange obsession qu'il éprouve le prive de la plupart de ses facultés, ou du moins lui interdit d'en faire usage aussi longtemps qu'il subit le cauchemar autoritaire.

Si vous êtes curieux d'assister à cet atroce spectacle, vous n'avez qu'à pénétrer dans un lieu quelconque où des subalternes se trouvent en présence de leur supérieur. L'attitude respective de ces deux espèces d'individus est si différente, le contraste si frappant, que les survenant le plus indifférent ne saurait manquer de remarquer.

D'une part, le chef ou patron, regarde, va, vient, gesticule, pérore avec l'aisance et la désinvolture que comporte sa situation de privilégié.

De quelque peu d'intelligence qu'il soit doué, sa stupidité naturelle est atténuée, en partie par la spontanéité et l'initiative qui lui est permis de déployer sans entrave dans sa sphère...

Il est en période d'activité ; c'est tout dire.

Examinez maintenant la contenance de ces infirmes dont les moyens d'existences dépendent de cet avorton autoritaire.

sesse et d'ignominie pour se disputer la faveur du maître, pareils à ces lâches sénateurs romains dont le dévergondage dans la servitude avait dégouté l'immonde Tiberius lui-même.

On ne saurait s'imaginer à quel degré d'abaissement la crainte du lendemain réduit l'homme ordinaire qui est dépourvu des avantages de la fortune ou qui n'a pas de moyens d'existence indépendants. Observez-le lorsqu'il s'approche de son tyran, avec des ondulations de couleuvre, ou en affectant des attitudes de chien couchant.

Avec quelques précautions oratoires il lui adresse la parole, prêt à exécuter tous ses ordres quels qu'ils soient, même ceux qu'il n'a pas encore eu la fantaisie de formuler.

Comme il essaie de se faire petit devant lui.

Il n'est pas jusqu'à son organe dont il ne s'afforce d'amoindrir l'intensité en lui donnant le timbre d'une voix de castrat, afin de s'humilier davantage devant son supérieur, et de lui faire conserver une plus haute puissance de son idée de domination.

Il est impossible d'assister à des scènes de ce genre sans en éprouver le plus profond mépris pour une organisation sociale, basée sur des rapports qui sont une honte pour la dignité humaine.

Et cependant, voilà les procédés les plus sûrs pour faire son chemin dans la vie, autant pour pouvoir arriver aux puissances politiques qu'à celles de la finance et de la possession terrienne, et ce qui est le plus triste à dire, que pour ne pas mourir de faim.

Ne faut-il pas des sacrifices pour rendre heureux les gouvernements et les possédants qui sont en même temps les dispensateurs des avantages sociaux ?

C'est donc l'état social actuel qu'il nous fait détruire tout entier si nous voulons voir disparaître l'abaissement de l'homme par l'homme.

## EN PROVINCE

### La jaunisse à l'O. T. S.

Les militants des diverses organisations lyonnaises connaissent, pour la plupart, la mentalité de ceux qui président aux destinées du syndicat de l'O. T. S. Surtout depuis que cette organisation a pris pour tâche de semer la division dans les rangs du prolétariat lyonnais. Eh bien, nous sommes quelques-uns qui, malgré les foudres des pontifes, voulons faire cesser cet état de choses. Et cela en établissant tout simplement les faits qui sont la cause de toutes ces manœuvres.

Le 21 décembre 1910, une assemblée générale des délégués de tous les syndicats adhérents à l'Union, avait lieu pour discuter diverses questions importantes, et notamment un rapport établissant la nécessité de l'augmentation de la cotisation, qui était de deux centimes à trois centimes, ce qui la portait à cinq centimes. Cette augmentation était prévue par la nécessité de rendre permanent le secrétaire de l'Union, à seule fin que sa tâche de propagande puisse se faire de façon à rendre plus intense le recrutement syndical. Bref, après discussion, ce rapport fut mis aux voix et adopté par trente voix contre dix et neuf absences. La majorité étant acquise, il était du devoir, par principe, de ceux qui avaient voté contre, de se conformer à la décision qu'avait prise la majorité. C'est tout le contraire qui se produisit et, ce qui est pire, notre organisation entraînant toutes les autres, établit un contre-rapport qui demandait un centime d'augmentation, au lieu de trois, ce qui, d'après eux, devait être suffisant. Malgré toutes ces manœuvres, les décisions de la majorité furent mises en application le 1<sup>er</sup> janvier 1911. Trois mois après, notre organisation ne s'était pas conformé, l'Union des syndicats ayant appliqua l'article 30 de ses statuts,

qui est ainsi conçu : « Toute organisation en retard de trois mois de cotisations sera radiée », ce qui fait que, depuis le mois d'avril, du par la volonté de nos pontifes, nous sommes dans la jaunisse.

Et bien ! sachez qu'il est pénible pour

des camarades qui veulent réaliser l'union la plus étroite entre tous les exploités, de voir que le vrai motif de division ne réside pas dans les faits que j'ai cité plus haut, mais dans la haine qu'éprouvent les réformistes à l'égard des révolutionnaires. Du reste, les calamités les plus diverses ont assez circulé sur les militants les plus dévoués pour que l'on soit fixé sur ce point, et le fait que je vais citer démontre que ce qu'avance est la vérité. A la dernière assemblée générale de notre corporation, où l'on devait traiter de ce conflit, du fait de la déclaration qu'avait faite notre secrétaire dans une réunion précédente, en réponse à une question posée par un camarade au sujet du conflit qui nous occupe, je déposais une motion préjudiciable où je demandais à l'assemblée de discuter immédiatement la question et contradictoirement entre un délégué de l'Union et notre secrétaire. En réponse à ma motion, le secrétaire déclara que cette question, qui avait son importance, serait discutée au compte rendu moral. J'attendis donc. Arrive le moment, je repose la question, et naturellement notre pontife ne voulut pas entendre parler du délégué de l'Union.

Le cas était prévu, ce qui fait que je m'étais muni d'un rapport établissant les relations entre notre organisation et l'Union depuis 1906. Par conséquent, je déclarai que j'allais moi-même le développer. Je lis quelques pages, mais dès que j'arrive à l'endroit où les vérités commencent à poindre, ce qui pouvait dicter à la corporation une autre ligne de conduite que celle que voulaient le pontife et ses eunuques, un vacarme assourdissant se fit entendre, de sorte qu'il me fut impossible de continuer. Devant la situation qui m'était faite, je me retirai, laissant la corporation plongée dans son admiration pour des individus qui n'ont qu'un seul désir : se servir d'elle comme tremplin pour arriver à des sinistres plus lucratives. Le comprendra-t-elle ? J'ose le croire. Dans tous les cas, nous sommes quelques-uns qui nous chargerons de lui dessiller les yeux. Elle finira bien par y voir clair.

Il est éccurant de voir que par le manque d'éducation, une question aussi importante que celle de la solution du différend cité plus haut abouti à un résultat aussi pitoyable : sur 1.171 volontaires, 256 seulement pour l'Union ; le reste s'est prononcé contre. Il est vrai que la presque totalité de ceux qui ont voté contre ne savent pas ce qu'est l'Union des Syndicats. En bien, croyez-vous, camarades, qu'il n'est pas temps de sortir de cette impasse qui ne peut être profitable qu'à nos exploiteurs. Je dis que si ; ce n'est pas au moment où la répression s'affirme brutale que nous devons être démunis. Nous devons au contraire nous grouper plus étroitement que jamais, et faire face à la vague de réaction qui s'avance, pour avoir la force de la faire retourner sur ceux qui voudraient nous la faire subir pour nous écraser. Et laissons-nous traîner de révolutionnaires à la Métévier comme me traita l'ennemi Delorme, parce que nous savons que les mouchards ne peuvent se trouver que dans ceux qui vont trinquer avec les hauts fonctionnaires de la direction.

Emile Mathis.

### DOUAI

#### Pour Broutchoux et Rousset contre les lois scélétrées

Un grand meeting de protestation contre l'application des lois scélétrées aux militants ouvriers, contre l'arrestation arbitraire du camarade Broutchoux lors des événements contre la vie chère et contre la condamnation inique de Rousset, organisé par la Fédération nationale des verriers et de tous les groupes

de la région, aura lieu le dimanche 21 janvier, à cinq heures du soir, à l'Hippodrome de Douai, avec le concours des camarades : Roux, de la Fédération des chapeliers ; Tissier, du Comité de défense sociale, et Colly, député de Paris.

Nous invitons fortement tous les travailleurs et tous ceux qui pensent comme nous, à assister à ce meeting de protestation, afin de proclamer leur solidarité envers les militants ouvriers, victimes de la répression gouvernementale.

Cet appel tiendra lieu de convocation

**Fédération révolutionnaire Communiste**  
Le Bulletin mensuel. — Le numéro 2 du *Bulletin* est paru. Tous ceux que préoccupent l'organisation de la propagande et qui veulent suivre pas à pas la marche de la Fédération s'abonneront au *Bulletin*.

L'abonnement annuel est de 1 fr.

Adresser à Eugène Martin, 11, rue de Romainville, Paris (19<sup>e</sup>).

**Les Bakonomites**. — Les adhésions au groupe d'action « les Bakonomites » sont reçues chaque soir, de 9 heures à 10 heures, sauf le mardi et le vendredi, au Foyer Populaire, 5, rue Henri-Chevreau.

Demandez Fleur ou Michel.

**Convocation**. — Liberga Stelo, cours gratuits des personnes qui sont lundi à la Maison Communale du 2<sup>e</sup>, rue de Bretagne, 49 ; Maison Communale du 11<sup>e</sup>, rue du Général Blaize, 9 ; U.P. Zola, 44, rue Pianchat. Cours par correspondance toute l'année. Ecrire : Liberga Stelo, 49, rue de Bretagne, Paris (avec timbre pour réponse). Lire annonces de nos cours ayant lieu les autres jours dans la *Bataille*. Papillons de propagande : le centre 0 fr. 25 ; les 500 1 fr., envoi compris. Ecrire : P. Asselin, 17, rue des Chauvignes, Paris.

**Groupe d'éducation sociale**. — *Foyer populaire de Belleville* 5, rue Henri-Chevreau. — Le 23 janvier, conférence à 8 heures et demie : « L'augmentation du coût de l'existence », par Mérinon, rédacteur à la *Bataille Syndicale*. Samedi 30 janvier, réunion de tous les adhérents.

**Aux Camarades**. — Afin de rendre plus facile nos Congrès internationaux et nos relations avec les camarades de tous les pays, nous avons absolument besoin d'une langue internationale.

De cela, nous en sommes tous convaincus : mais, au moment d'apprendre une langue, beaucoup de camarades sont embarrassés, car deux idiomes existent : l'espéranto et l'ido, qui prétendent offrir aux internationalistes des avantages plus grands l'un que l'autre. Laquelle de ces deux langues choisir ?

Afin d'éclairer les camarades sur la question, le Syndicat des Charpentiers en bois, de concert avec la Fédération syndicale Esperantiste, organise une Grande Conférence Controverse, qui aura lieu, salle Ferrer, Bourse du Travail, samedi 27 janvier, à 8 heures et demi de soirée.

M. Aymonier, professeur au Lycée Charlemagne, du groupe Inter-syndical de Paris, et Papillon, du groupe Inter-syndical Idiste, présenteront le premier, l'espéranto, et le second l'ido.

La question est d'un intérêt trop primordial pour des internationalistes pour que nous soyons tentés d'insister davantage auprès des camarades pour qu'ils assistent nombreux à cette controverse.

### COREB-ESSENNES

**Groupe d'éducation libertaire**. — Réunion samedi 20 janvier, à 8 heures et demi du soir, au siège du groupe, 11, boulevard du Paris, au sous-sol, à Essonne.

### LES LILAS

**Laborist Klubo Idista**. — Jeudi soir à 8 h. 30, salle de la Mairie, deuxième leçon d'ido.

### SAINTE-DENIS

Réunion du groupe les Temps Nouveaux, le dimanche 21 janvier, à 10 heures du matin, buvette de l'Avenir Social, 17, rue des Ursulines. Brochures à distribuer, organisation d'une caisse.

**Fédération révolutionnaire Communiste**. — Section de Clichy. — Réunion du groupe le samedi 19 janvier 1912, à 8 heures et demi du soir, 33, rue Martre, Clichy. Discussion entre individualiste et communiste.

**COREB-ESSENNES**

**Groupe d'éducation libertaire**. — Réunion samedi 20 janvier, à 8 heures et demi du soir, au siège du groupe, 11, boulevard du Paris, au sous-sol, à Essonne.

### LES LILAS

**Laborist Klubo Idista**. — Jeudi soir à 8 h. 30, salle de la Mairie, deuxième leçon d'ido.

### SAINTE-DENIS

Réunion du groupe les Temps Nouveaux, le dimanche 21 janvier, à 10 heures du matin, buvette de l'Avenir Social, 17, rue des Ursulines. Brochures à distribuer, organisation d'une caisse.

**Fédération révolutionnaire Communiste**. — Section de Clichy. — Réunion du groupe le samedi 19 janvier 1912, à 8 heures et demi du soir, 33, rue Martre, Clichy. Discussion entre individualiste et communiste.

### VOLUMES

#### ANARCHISME

L'Anarchie (Kropotkin) ..... 1 1 10

L'Anarchie, sous but, ses moyens (Grave) ..... 2 75 3 25

Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave) ..... 0 10 0 15

Pages d'histoire socialiste (Tcherkassoff) ..... 0 25 0 30

La loi des salaires (I. Guesde) ..... 0 10 0 15

Le droit à la paix (Lafargue) ..... 0 10 0 15

Boycott et sabotage ..... 0 10 0 15

Le Machisme (Jean Grave) ..... 0 10 0 15

Grève et sabotage (Fortune Henry) ..... 0 10 0 15

L'ABC syndicaliste (Georg, Yefot) ..... 0 10 0 15

La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière (Nettlau) ..... 0 10 0 15

Les maisons qui tuent (M. Petit) ..... 0 10 0 15

Le salariat (Kropotkin) ..... 0 10 0 15

Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave) ..... 0 10 0 15

Le Syndicat (Pouget) ..... 0 10 0 20

Les lois scélétrées ..... 0 25 0 30

La grève générale (Aristide Briand) ..... 0 05 0 10

Syndicalisme et révolution (Dr Pierrot) ..... 0 10 0 15

Le parti du travail (Pouget) ..... 0 10 0 15

Le remède socialiste (Hervé) ..... 0 10 0 15

Le désordre social (Hervé) ..... 0 10 0 15

Vers la Révolution (Hervé) ..... 0 10 0 15

Politique et socialisme (Ch. Albert) ..... 0 60 0 65

L'Illusion parlementaire (Laisant) ..... 0 10 0 15

Si j'avais à parler aux électeurs (Jean Grave) ..... 0 10 0 15

La grève des électeurs (Mirbeau) ..... 0 10 0 15

L'école anticambre de caserne et de sacristie (Janvin) ..... 0 10 0 15

Quelques vérités économiques (Louis Blane) ..... 0 05 0 18

Une forme nouvelle de l'esprit politique (Jean Grave) ..... 0 05 0 10

La doctrine des Egaux (Extrait des œuvres de Babeuf) ..... 0 50 0 60

L'action directe (Pouget) ..... 0 10 0 15

Les métiers qui tuent (L. et M. Bonnefond) ..... 0 70 0 75

Les prisons (Kropotkin) ..... 0 10 0 15

Les prisons Russes (Vera Figner) ..... 0 15 0 20

BRUCHURES DE L. ET M. BONNEFOND

Les Terrassiers, les Employés de magasin, les Boulangers, les Cheminots (2 vol.), les Pêcheurs bretons, les Postiers, les Travailleurs du

restaurant ; les Compagnons du bâtimen (2 brochures) : Les Bles-sés ; chaque brochure ..... 0 45 0 20

La démocratie et les financiers (F. Delaix) ..... 2 2 35

\*\*\*

CARTES POSTALES

Portraits de Ferrer et de S. Villa-franca ..... 0 10 0 45

La mort de Ferrer (Leurs arguments) ..... 0 75 0 95

Vues de « La Ruche » (12 cartes) ..... 0 60 0 70

Portraits des terroristes russes : Guerchoumi, Sasonoff et Ragozim-kova, chaque ..... 0 10 0 45

\*\*\*